

OBSERVATOIRE DES ARMES EXPLOSIVES 2021 - 2022

## Hausse de 83 % de victimes civiles de l'utilisation d'armes explosives en 2022 : le bilan de deux années de dommages

Lyon, le 19 avril 2023. Le 24 avril, L'Observatoire des armes explosives publiera son tout premier rapport intitulé « *2021-2022 : Deux années de dommages causés aux civils par l'utilisation d'armes explosives dans le monde.* » Ce rapport fait état des bombardements et du pilonnage des villes dans le monde entre 2021 et 2022. En deux ans, le nombre de victimes civiles de l'utilisation d'armes explosives a augmenté de 83%, en raison de leur utilisation croissante dans les conflits en Éthiopie, au Myanmar et en Somalie et suite à l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie. Dans ce contexte, l'accord international contre l'usage des armes explosives en zone peuplée, signé par plus de 83 États en novembre dernier est plus que jamais essentiel.

---

### Note aux rédactions :

- \_ Le rapport sera mis en ligne le lundi 24 avril 2023 [sur le site dédié](#).
  - \_ Un temps d'échange avec des membres du comité rédactionnel est prévu à cette même date. Événement virtuel – [INEW invitation](#) // [S'INSCRIRE ICI](#)
- 

### Une hausse de 83% de victimes

L'Observatoire des armes explosives, créé en 2022 et composé de membres du Réseau International sur les armes explosives (INEW)<sup>1</sup>, publiera le **24 avril** son premier rapport intitulé « *2021-2022 : Deux années de dommages causés aux civils par l'utilisation d'armes explosives dans le monde.* ». Ce rapport fait état de recherches et d'analyses portant sur les **dommages causés par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées** et sur les **pratiques** en la matière entre les années 2021 et 2022.

Dans ces conclusions principales, l'Observatoire dénombre, en 2021 et en 2022, **50 995 personnes (dont 32 136 civils) tuées ou blessées** par des armes explosives. Ainsi entre

#### / Contact presse

Clara Amati

M. 06 98 65 63 94

M. [c.amati@hi.org](mailto:c.amati@hi.org)

---

<sup>1</sup> Handicap International, Action on Armed Violence (AOAV) et Insecurity Insight sont les principaux contributeurs au rapport.

ces deux années, le nombre de victimes civiles de l'utilisation d'armes explosives a augmenté de 83%.

Ce nombre extrêmement élevé de victimes est dû à **l'invasion de l'Ukraine par la Russie** et à **l'utilisation croissante des armes explosives dans les conflits en Éthiopie, au Myanmar et en Somalie**.

Les **infrastructures et les services vitaux** tels que les soins de santé et l'aide humanitaire sont **gravement touchés** par les armes explosives dans les zones urbaines : pour la période 2021-2022, l'Observatoire fait état de **1 158 incidents** impliquant des armes explosives sur des infrastructures vitales, avec des conséquences à long terme pour la population. 603 incidents affectant les soins de santé et 168 incidents affectant l'éducation ont été signalés pour la seule année 2022, avec des perturbations à long terme des services pour la population locale.

« *Le rapport de l'Observatoire des armes explosives est le premier rapport mondial sur les incidents, les pratiques et les dommages causés par les bombardements et les pilonnages sur les villes. Il fournit des preuves irréfutables des souffrances humaines et des catastrophes humanitaires causées par les armes explosives en zones peuplées. L'Observatoire prévoit de publier son rapport chaque année. Il constituera le principal document de veille de l'accord international contre les armes explosives en zones peuplées* », indique Anne Héry, Directrice du plaidoyer chez Handicap international.

## Utilisation des armes explosives : schéma des pratiques au fil des années

Les années 2021 et 2022 ont été marquées par une **évolution** du type d'armes explosives utilisées sur le terrain.

\_ En 2021, les armes explosives **intentionnellement posées** (comme les pièges, les mines et les engins improvisés) ont été les plus utilisées, avec 1236 incidents.

\_ En 2022, ce sont les armes explosives **tirées depuis le sol** (roquettes, mortiers, obus d'artillerie...) qui ont été le plus souvent utilisées, avec 2273 incidents qui ont fait 12689 victimes (dont 86% de civils).

Depuis 10 ans, une constante demeure toutefois : les civils demeurent les premières victimes. **90 % des personnes tuées ou blessées par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées sont des civils**.

Aujourd'hui, les villes et les zones peuplées sont devenues des zones de guerre, massivement ciblées par les armes explosives. Sur les dix dernières années, des villes comme Mossoul (Irak), Raqqa (Syrie), Marioupol (Ukraine) et Hodeida (Yémen) ont été détruites ou endommagées par de lourds bombardements, provoquant des **déplacements de population** à grande échelle, **tuant et blessant des milliers de civils** et laissant une **contamination par des engins explosifs** qui met des vies en danger pour les années à venir. Ce schéma de dommages est devenu systématique dans les guerres modernes.

### / Contact presse

Clara Amati

M. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

## L'accord international contre l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées

La publication de ce premier rapport intervient 6 mois après l'adoption à Dublin, en Irlande, par 83 États, **d'un accord international contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées**. Cette adoption est la reconnaissance officielle par un grand nombre d'États, dont la Belgique, le Canada, la France, le Luxembourg, la Suisse, le

## Royaume-Uni et les États-Unis, des souffrances humaines causées par les bombardements et les tirs d'obus sur les villes.

« En fournissant des informations et des analyses, nous voulons continuer à faire pression sur les États pour qu'ils mettent en œuvre des politiques et des mesures concrètes visant à restreindre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées et à inciter les États non-signataires à adhérer à l'accord international. Mais notre campagne contre les bombardements et le pilonnage des zones peuplées n'a pas pris fin avec la conférence de Dublin en novembre dernier. Nous devons maintenir le dialogue avec les États pour que cet accord entre effectivement en vigueur. » témoigne Alma Taslidžan, Responsable du plaidoyer sur le désarmement et la protection des civils

## Le rôle de Handicap International

Handicap International est cofondatrice du Réseau international sur les armes explosives (INEW), la coalition qui a mené la campagne contre les bombardements en zones peuplées et qui a abouti à l'**adoption d'un accord international par 83 États à Dublin en novembre dernier**. INEW a chargé l'Observatoire - également cofondé par Handicap International - de publier des rapports sur l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Dans ce cadre, Handicap International est représentée au sein du comité de rédaction de l'Observatoire.

### A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérables, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

### / Contact presse

Clara Amati

M. 06 98 65 63 94

M. [c.amati@hi.org](mailto:c.amati@hi.org)